Revue Internationale DAMBE

ISSN :1987-1996

Numéro Spécial-Mars 2026

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES
Bamako - Mali
https://revuedambe.cerfdesconsulting.com/

CC BY

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

ISSN :1987-1996

PRESENTATION

Tirant son nom du mot bambara « **Dambé** », qui signifie la dignité, la revue Internationale « **Dambé** » vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Tantely Oliva RAKOTONINDRINA, Faly Tinasoa ANDRIANANDRASANIRINA, Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA et Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA

- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DIANA, MADAGASCAR 1
- COMBATING CORRUPTION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE DIANA REGION, MADAGASCAR 1

Abdoul Kader SIDIBE, Bouréma KONE, Adama.BOUARÉ, Joas SOGOBA, Souleymane Aboubacrine MAÏGA

- DETERMINANTS DU CHOIX DE MARCHE DES PRODUCTEURS-COMMERÇANTS DE RIZ DANS LA ZONE OFFICE DU NIGER AU MALI..... 20
- DETERMINANTS OF MARKET CHOICE OF RICE PRODUCERS AND TRADERS IN THE OFFICE DU NIGER ZONE IN MALI 20

Adama KONE, Issa DIALLO, Sory Ibrahima BAH, Sounkalo DEMBELE

- USAGES DU FLEUVE NIGER ET RISQUES SANITAIRES A BAMAKO 40
- USES OF THE NIGER RIVER AND HEALTH RISKS IN BAMAKO 40

Bakary DAGNO, Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO

- GESTION DES EAUX USEES DANS LES RUES DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO..... 52
- WASTEWATER MANAGEMENT IN THE STREETS OF COMMUNE II IN THE BAMAKO DISTRICT" 52

NKUFI KIB-BAYIB Omer

- KINSHASA EN CRISE : INSECURITE URBAINE, PRECARITE SOCIO-ECONOMIQUE ET RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL 62
- KINSHASA IN CRISIS: URBAN INSECURITY, SOCIOECONOMIC VULNERABILITY, AND THE RECONFIGURATION OF SOCIAL COHESION 62

Ibréhima YEBEIZE

- LES MARQUES DE L'IDENTITE DOGON DANS L'EMPREINTE DU RENARD DE MOUSSA KONATE 77
- THE MARKS OF DOGON IDENTITY IN MOUSSA KONATÉ'S THE FOX'S FOOTPRINT..... 77

Drissa KANAMBAYE et Kali KEÏTA

- LA CRISE DU CARBURANT AU MALI: ENTRE STRATEGIE DE DESTABILISATION ET MEDIA-MENSONGES..... 88
- THE FUEL CRISIS IN MALI: BETWEEN A STRATEGY OF DESTABILIZATION AND MEDIA MISINFORMATION 88

LA CRISE DU CARBURANT AU MALI: ENTRE STRATEGIE DE DESTABILISATION ET MEDIA-MENSONGES

THE FUEL CRISIS IN MALI: BETWEEN A STRATEGY OF DESTABILIZATION AND MEDIA MISINFORMATION

Drissa KANAMBAYE, PhD

Enseignant-Chercheur

drissakanambaye@gmail.com

Ecole Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC)

Kali KEÏTA, PhD

Enseignant-Chercheur

Ecole Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC)

Keitakali1982@gmail.com

Résumé

La crise du carburant au Mali s'inscrit dans un environnement géopolitique instable marquée par la présence de groupes djihadistes (ex. : JNIM) qui paralysent l'État malien par des blocus sur les infrastructures essentielles.

Les Effets dévastateurs sur l'économie nationale et de grande vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement sont constatés. Quant à l'impact médiatique, ce sont généralement les narratifs médiatiques occidentaux qui renforcent l'image d'un Mali chaotique et d'une autorité incapable. Cette désinformation alimente la méfiance entre la population et le gouvernement, nuisant aux relations diplomatiques, notamment avec la France. Les Conséquences socio-économiques sont marquées par une pénurie prolongée de carburant impactant divers secteurs, augmentant les coûts et le chômage informel. Les mesures de sécurité des chauffeurs de camions citernes aggravent les ruptures d'approvisionnement, créant une précarité accrue dans les zones les plus touchées (Tombouctou, Mopti, Bamako…).

La dénonciation des actions d'organisations comme le JNIM utilisatrices de stratégies de guerre hybride et de manipulation médiatique impactent l'opinion publique. Les récits médiatiques construits pour essentialiser le chaos malien aggravent l'incapacité perçue de l'État à répondre aux besoins de la population.

La lutte d'influence entre le Mali et la France, avec une communication stratégique concurrente amplifie les malentendus. Ensuite, la prolifération d'informations biaisées sur les réseaux sociaux, rend difficile la gestion de crise par les autorités maliennes.

La crise du carburant doit être vue comme un phénomène hybride englobant des facteurs économiques, sécuritaires et informationnels. La nécessité d'intégrer des mesures contre la désinformation avec des efforts de sécurisation des infrastructures et de rétablissement de la confiance sociale est cruciale pour restaurer la stabilité nationale.

Mots clés : Insécurité, carburant, désinformation, communication de crise.

Abstract

The fuel crisis in Mali is part of an unstable geopolitical environment marked by the presence of jihadist groups (e.g., JNIM) that paralyze the Malian state with blockades on essential infrastructure.

The devastating effects on the national economy and the high vulnerability of supply chains are observed. As for the media impact, it is generally Western media narratives that reinforce the image of a chaotic Mali and an incapable authority. This disinformation fuels mistrust between the population and the government, harming diplomatic relations, especially with France. The socio-economic consequences are marked by a prolonged fuel shortage affecting various sectors, increasing costs and informal unemployment. The safety measures for tanker truck drivers aggravate supply disruptions, creating increased insecurity in the most affected areas (Timbuktu, Mopti, Bamako...).

The denunciation of the actions of organizations such as JNIM that use hybrid war strategies and media manipulation have an impact on public opinion. Media narratives constructed to essentialize Malian chaos exacerbate the state's perceived inability to respond to people's needs.

The struggle for influence between Mali and France, with competing strategic communication, amplifies misunderstandings. Then, the proliferation of biased information on social networks makes it difficult for the Malian authorities to manage the crisis.

The fuel crisis should be seen as a hybrid phenomenon encompassing economic, security and informational factors. The need to integrate measures against disinformation with efforts to secure infrastructure and restore social trust is crucial to restoring national stability.

Keywords: Insecurity, fuel, disinformation, crisis communication.

Introduction

Contexte géopolitique et socio-économique de la crise du carburant au Mali

La crise du carburant au Mali doit être appréhendée dans un contexte géopolitique et socio-économique profondément complexe, marqué par une série de facteurs interdépendants qui ont contribué à exacerber les tensions et à fragiliser la stabilité nationale. Depuis plusieurs années, le pays fait face à un environnement régional instable, en proie à des conflits armés, notamment liés à la présence active de groupes djihadistes comme le JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin). Cette organisation terroriste a développé une stratégie multifrontale visant non seulement des affrontements armés directs mais aussi des moyens indirects de paralyser l'État malien, notamment via le blocus des infrastructures clés, limitant ainsi l'accès aux ressources essentielles telles que le carburant **(BBC)**. Ce blocus a eu un impact dévastateur sur l'économie nationale, révélant la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement dans un contexte où la sécurité reste précaire.

Parallèlement à cette pression exercée par l'insécurité, le Mali est confronté à des dynamiques médiatiques qui participent à une déstabilisation accrue, notamment par le biais de narratifs médiatiques occidentaux qui accentuent l'image d'un pays au bord du chaos et d'une autorité étatique incapable de gérer la crise **(A TOURE) (I COULIBALY)**. Ces narrations ont contribué à nourrir la méfiance entre les populations et les autorités, mais aussi à influencer négativement la perception internationale du Mali, compliquant les rapports diplomatiques, notamment avec la France, ancien acteur majeur dans la région. En effet, la désinformation et les conflits médiatiques jouent un rôle non négligeable dans la construction d'une crise multidimensionnelle où les facteurs économiques, sécuritaires et politiques se conjuguent **(I COULIBALY)**.

Sur le plan socio-économique, la crise du carburant a aggravé une situation déjà fragile. La pénurie prolongée de carburant a paralysé non seulement le secteur des transports, mais aussi de multiples autres secteurs économiques, entrainant une hausse des coûts, une perturbation des chaînes logistiques et une augmentation du chômage informel **(Africa24 TV)**. Le blocage des camions citernes à la frontière ivoirienne illustre bien cette problématique: craignant des

attaques djihadistes, de nombreux chauffeurs refusent de s'aventurer dans des zones jugées insécurisées, ce qui amplifie les retards et les ruptures d'approvisionnement **(dw.com)**. Cette situation a eu pour conséquence d'intensifier la précarité des ménages, notamment dans les régions les plus touchées comme Tombouctou, Mopti et Bamako, où la dépendance aux ressources en carburant est cruciale pour l'activité économique et la mobilité quotidienne **(A TOURE)**.

Ainsi, la crise du carburant ne peut être dissociée d'un contexte où la mondialisation des conflits, les luttes d'influence géopolitiques, et la fragilité des institutions nationales se croisent. Ce contexte est aggravé par le rôle ambigu des médias numériques, qui, en relayant des informations partiales voire manipulées, participent à la polarisation de l'opinion publique et à la difficulté des autorités à restaurer un environnement de confiance et de résilience souverainiste. Cette crise apparaît donc comme l'aboutissement d'une série de pressions convergentes sur le Mali, révélant les limites des mécanismes de gestion de crise dans un pays confronté simultanément à des menaces internes et externes. Elle souligne également l'importance d'une approche holistique qui intègre à la fois la sécurité, la communication stratégique et le renforcement des capacités logistiques et économiques pour restaurer la stabilité et la souveraineté nationale.

Problématique: stratégies de déstabilisation et enjeux médiatiques

Les stratégies de déstabilisation qui sous-tendent la crise du carburant au Mali se déploient à la croisée de manœuvres directes et d'un jeu médiatique savamment orchestré, qui conjugue à la fois des tactiques de guerre hybride et des facteurs d'ordre informationnel. Au-delà de l'action violente menée sur le terrain par des groupes comme le JNIM, dont la prise et le contrôle des infrastructures vitales ont pour objectif de couper les flux logistiques essentiels à l'économie malienne **(BBC)**, il faut saisir comment ces dynamiques sont amplifiées et prolongées par des narratifs médiatiques qui nourrissent un climat d'incertitude et d'hostilité. La crise du carburant ne peut donc être pleinement comprise sans analyser comment les enjeux médiatiques s'intègrent dans une stratégie globale visant à affaiblir non seulement l'appareil étatique mais aussi la cohésion sociale et la perception même de la légitimité gouvernementale.

Le phénomène de déstabilisation médiatique agit sur plusieurs registres. Il s'appuie tout d'abord sur une mise en récit qui tend à essentialiser le chaos malien, en insistant sur l'incapacité de l'État à répondre efficacement aux besoins fondamentaux de la population, au risque de renforcer l'idée d'un effondrement imminent **(A TOURE)**. Ces récits, souvent relayés par des médias occidentaux, véhiculent des images et des discours qui peuvent être perçus, tant localement qu'internationalement, comme une forme de construction narrative eurocentrique, qui minimise les efforts étatiques tout en accentuant la dépendance du Mali vis-à-vis d'acteurs extérieurs. Cette posture médiatique participe paradoxalement à nourrir la crise en instaurant une défiance croissante entre les citoyens et leurs dirigeants, affaiblissant ainsi la résilience interne. En contextualisant ces narratifs dans la sphère de la désinformation, on constate qu'ils s'insèrent dans une guerre de perception où les fausses informations et les biais manipulatoires tendent à exacerber les tensions socio-économiques et sécuritaires **(I COULIBALY)**.

D'autre part, la médiatisation des enjeux liés à la crise du carburant se révèle être un terrain fertile pour les conflits géopolitiques, notamment dans les relations complexes entre le Mali et son ancien colonisateur, la France. La communication stratégique concurrente, caractérisée par des accusations mutuelles et des dénonciations médiatiques croisées, amplifie les malentendus et les antagonismes. Cette dimension médiatique ne se limite pas à un simple jeu d'images, mais englobe une lutte d'influence où chaque acteur tente d'imposer son récit afin de consolider des positionnements diplomatiques, politiques et même militaires. L'existence de posts sur les réseaux sociaux, tribunes indépendantes et articles spécialisés qui rivalisent avec les narratifs occidentaux forme un paysage informationnel fragmenté, susceptible de polariser davantage les

opinions publiques nationales et internationales **(A TOURE)**. Cette fragmentation informationnelle accroît les difficultés des autorités maliennes à conduire une gestion de crise cohérente et crédible, favorisant la prolifération de conspirations et une méfiance systémique envers toute source officielle.

Ainsi, les enjeux médiatiques sont intrinsèquement liés aux stratégies de déstabilisation, car ils constituent un levier indirect mais puissant qui amplifie l'impact matériel des actions terroristes sur le terrain. La crise du carburant est donc bien plus qu'une simple pénurie liée à des contraintes logistiques ou sécuritaires: elle incarne une bataille d'interprétations et de représentations où le contrôle de l'information devient un enjeu stratégique majeur. En alimentant des récits polarisants, ce double mouvement sur le terrain et dans le champ médiatique brouille les frontières entre crise économique, conflit armé et guerre de l'information. Ce constat souligne la nécessité d'intégrer une approche multidimensionnelle dans l'étude de cette crise, prenant en compte non seulement les facteurs tangibles du blocage des ressources mais également les variables immatérielles du discours public, lesquelles conditionnent profondément les réactions sociales et politiques au Mali.

Par conséquent, la problématique des stratégies de déstabilisation au Mali ne se limite pas à la sphère sécuritaire. Elle implique une réflexion critique sur la manière dont les médias, en particulier dans un contexte de conflictualité persistante et de fragilité institutionnelle, peuvent devenir à la fois des outils et des vecteurs de déstabilisation. La compréhension de ces dynamiques est cruciale pour envisager des politiques de résilience qui englobent la lutte contre la désinformation et la restauration de la confiance sociale, en parallèle de l'approvisionnement matériel et de la sécurisation des infrastructures critiques. Ce qui apparaît donc en filigrane, c'est une crise hybride dont la résolution nécessite une articulation subtile entre stratégies matérielles sur le terrain et maîtrise des narratifs médiatiques, ceci devant s'inscrire dans un cadre national et international conscient de ces enjeux complexes et imbriqués.

Revue de littérature

Analyses antérieures des crises énergétiques en Afrique de l'Ouest

Les crises énergétiques en Afrique de l'Ouest, loin d'être des phénomènes isolés, s'inscrivent souvent dans un contexte complexe où les dimensions politiques, sécuritaires et médiatiques s'entrelacent pour exacerber les vulnérabilités économiques et sociales des États concernés. L'analyse des précédents en matière de crises liées à l'approvisionnement en carburant ou en énergie dans cette région offre un éclairage essentiel pour comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la crise actuelle au Mali, notamment en révélant les modalités selon lesquelles des acteurs étatiques et non étatiques exploitent des failles systémiques à des fins stratégiques.

Historiquement, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont connu des épisodes de perturbations énergétiques caractérisées par des pénuries, des hausses spectaculaires des prix ou des blocages dans les chaînes d'approvisionnement. Ces crises ne se limitent pas à des dysfonctionnements logistiques ou à des facteurs purement conjoncturels tels que des fluctuations du marché international; elles sont souvent tributaires d'une conjonction d'éléments sociopolitiques et sécuritaires. Par exemple, la persistance d'instabilités politiques, de conflits armés internes et d'influences extérieures hostiles a fréquemment mis à mal la capacité des gouvernements à garantir un approvisionnement énergétique régulier et accessible. Dans ce cadre, les pénuries énergétiques prennent alors une dimension stratégique, pouvant servir d'outil de pression politique ou de facteur aggravant des tensions intercommunautaires et sociales, ainsi que d'élément déclencheur de troubles voire d'émeutes populaires[1] **(A TOURE)**.

Une lecture approfondie des analyses antérieures souligne également le rôle déterminant joué par les acteurs non étatiques, notamment les groupes armés ou terroristes, qui s'emparent des infrastructures énergétiques stations-service, dépôts de carburant, axes de transport afin de

perturber l'économie et fragiliser les institutions. Cette utilisation stratégique des ressources énergétiques comme levier de guerre hybride constitue une constante dans les conflits modernes de la région. En outre, il a été montré que ces groupes tirent profit d'un environnement informationnel souvent fragmenté et peu maîtrisé par les autorités, où les rumeurs et les narrations conflictuelles se propagent largement via les médias traditionnels et numériques. Cette situation facilite la création d'un climat anxiogène qui dépasse l'incapacité effective d'approvisionnement pour toucher à la légitimité des acteurs publics, renforçant ainsi une perception d'effondrement imminent3 **(A TOURE)**.

L'expérience des crises énergétiques précédentes en Afrique de l'Ouest met aussi en lumière la manière dont les médias jouent un rôle ambivalent. Dans certains cas, les médias nationaux et régionaux ont contribué à informer et mobiliser la société civile autour de solutions, facilitant ainsi des réponses collectives. Toutefois, une autre partie des analyses révèle que des médias, notamment étrangers ou influencés par des intérêts géopolitiques, peuvent véhiculer des narrations partiales ou déformées, contribuant à une « médiatisation catastrophiste » qui amplifie les craintes et divise les opinions publiques. Il n'est pas rare que ces discours insistent sur l'impuissance des États africains, alimentant une forme de néocolonialisme discursif qui sape la souveraineté et légitime indirectement des interventions extérieures. Ce phénomène est particulièrement accentué dans des environnements où la régulation médiatique et la maîtrise du paysage informationnel sont déficientes, ce qui laisse la porte ouverte à des campagnes de désinformation structurées visant à influencer les représentations collectives2 **(A GAOUKOYE)**5 **(Bamada.net)**.

Cette dynamique médiatique nourrit ainsi un cercle vicieux entre crise énergétique réelle et crise d'image, où la perception publique et internationale devient un champ de bataille à part entière. Les narratifs médiatiques, qu'ils soient hostiles ou complaisants, peuvent influencer la manière dont les populations interprètent la sévérité et les causes de la pénurie, mais aussi la confiance qu'elles accordent aux institutions chargées de la gérer. Cette influence réciproque entre le déroulement matériel de la crise et sa médiatisation illustre combien la nature même des crises énergétiques dans la région est désormais totale, mêlant dimensions tangibles et symboliques, actions sur le terrain et guerres de l'information. Par conséquent, les stratégies visant à résoudre ces crises doivent impérativement intégrer une analyse critique des médias et des discours, autant que des aspects logistiques et sécuritaires **(A TOURE)**.

En reliant ces constatations à la situation malienne, il apparaît clairement que la crise du carburant au Mali s'inscrit dans un schéma plus large propre à la région. Les attaques contre les infrastructures vitales menées par des groupes comme le JNIM, combinées à une narration médiatique fragmentée et souvent manipulée, engendrent un scénario où la triple crise énergétique, sécuritaire et informationnelle s'entremêle pour déstabiliser en profondeur les bases de l'État et de la société. Cette articulation entre dimension matérielle de la crise et bataille des narratifs médiatiques, déjà observée ailleurs en Afrique de l'Ouest, révèle la complexité stratégique propre à ces crises hybrides **(Mali Actu)**. Elle invite à dépasser les approches sectorielles pour adopter une compréhension globale de la vulnérabilité structurelle de la région, où les crises énergétiques deviennent de véritables leviers de stratégies déstabilisatrices à multiples facettes.

Études sur l'usage des médias comme outil de manipulation en contexte de crise

Les analyses consacrées à l'usage des médias comme outil de manipulation en contexte de crise sont essentielles pour saisir la nature profonde et les dynamiques sous-jacentes à la crise du carburant au Mali. En effet, les médias ne se limitent pas à relaier des informations neutres; ils sont devenus des vecteurs puissants susceptibles de façonner les perceptions, d'orienter les opinions publiques et même de remodeler la légitimité des autorités dans des situations de grande vulnérabilité. Cette dimension communicationnelle apparaît ainsi comme un champ de

bataille central dans les affrontements hybrides qui caractérisent la crise malienne, où l'information s'arme au même titre que les ressources matérielles.

L'analyse empirique de la crise du carburant à Tombouctou, Mopti et Bamako révèle clairement que la manipulation médiatique y a joué un rôle structurant. Selon A. Touré, cette crise a été amplifiée par une stratégie orchestrée de guerre asymétrique menée par le groupe JNIM, appuyée par une campagne médiatique notamment à travers certains médias occidentaux qui a eu pour effet de distordre la réalité des événements et d'exacerber la défiance envers l'État malien **(A TOURE)**. Il s'est produit une instrumentalisation des médias numériques, où la diffusion non régulée de rumeurs, d'informations fragmentées, voire mensongères, a fabriqué un climat anxiogène, renforçant la perception d'un effondrement imminent des systèmes de distribution énergétique. Cette stratégie médiatique ne se limite pas à dépeindre la crise sous un jour catastrophique, elle vise aussi à délégitimer les institutions publiques en mettant en avant leur prétendue incapacité à résoudre la crise.

Le phénomène observé s'inscrit dans un cadre plus large où les médias, nationaux et internationaux, sont mobilisés dans des luttes d'influence et des rivalités géopolitiques. A. Gaoukoye montre que depuis la crise politico-sécuritaire au nord du Mali en 2012, le traitement médiatique joue un rôle non seulement dans la transmission d'informations, mais également dans la production de récits politiques qui façonnent la compréhension tant nationale qu'internationale du conflit **(A GAOUKOYE)**. Ce tournant médiatique est marqué par une politisation intense des informations diffusées, où les intérêts étatiques, mais aussi ceux d'acteurs externes, interviennent pour orienter les narratifs. Afin de contrer ces manipulations, l'État malien a tenté de mettre en place des dispositifs visant à encadrer l'action des médias et à garantir une information plus équilibrée, mais ces efforts restent limités face à la complexité des environnements numériques contemporains.

L'impact des médias numériques joue un rôle clé dans cette configuration conflictuelle. Les plateformes en ligne offrent un espace de libre diffusion où s'entremêlent informations vérifiées, fake news et propagandes aux tonalités souvent néocoloniales. A. Touré souligne que ces narratifs numériques post-2020 ont contribué, non seulement à diffamer la souveraineté nationale malienne, mais aussi à installer une lecture biaisée et partielle des réalités sécuritaires et socio-économiques du pays. Cette fracture dans le paysage médiatique favorise un double phénomène : l'aliénation de la population, qui se voit désorientée par des messages contradictoires et souvent hostiles, et un affaiblissement du consensus social indispensable pour faire face aux crises. Par conséquent, les médias numériques deviennent un instrument stratégique, susceptible de créer et alimenter une « guerre de l'information » invisible mais tout aussi déstabilisante que les confrontations armées.

La dénonciation explicite des campagnes médiatiques hostiles à l'encontre du Mali illustre combien cet enjeu est perçu par les acteurs nationaux. Bamada.net met en lumière ces pratiques qui portent atteinte au droit à une information libre, honnête et équilibrée, soulignant la gravité des conséquences de ces manipulations sur la cohésion sociale et la crédibilité des institutions **(Bamada.net)**. Ce constat renforce la nécessité d'une régulation plus efficace des informations médiatiques, ainsi que d'une stratégie communicationnelle proactive de la part des autorités maliennes pour contrebalancer les discours néfastes et rétablir une narration qui favorise la résilience sociale. Par ailleurs, l'appui officiel à la presse malienne, comme en témoigne la réception du chef de l'État de transition par les représentants de la presse nationale, témoigne d'une volonté politique de renforcer la voix locale face à ces tentatives de déstabilisation informationnelle.

Ainsi, l'usage stratégique des médias en contexte de crise au Mali s'inscrit dans une dynamique conflictuelle où la bataille de l'information est aussi cruciale que les affrontements physiques. Cette instrumentalisation des médias agit à plusieurs niveaux : elle amplifie la crise en

distordant la réalité économique et sécuritaire, elle construit une narration délégitimante des autorités, et enfin elle polarise les opinions nationales et internationales. Ces mécanismes médiatiques constituent des leviers puissants de déstabilisation, renforçant les vulnérabilités révélées dans les précédentes analyses sur les crises énergétiques en Afrique de l'Ouest. Comprendre ces usages manipulatoires des médias est donc indispensable pour concevoir des réponses à la fois holistiques et stratégiques, qui prennent en compte l'articulation étroite entre la gestion concrète de la crise et le contrôle des narratifs informationnels.

Cadre théorique

Théories de la guerre asymétrique et stratégies de déstabilisation politique

Les théories de la guerre asymétrique permettent d'approfondir la compréhension des mécanismes sous-jacents aux stratégies de déstabilisation politique observées dans le contexte malien, notamment lors de la récente crise du carburant. Cette forme de conflit, caractérisée par l'opposition entre acteurs aux capacités militaires, économiques et technologiques radicalement inégales, s'appuie sur l'exploitation de vulnérabilités structurelles, sociales et psychologiques plutôt que sur la confrontation frontale classique. Le groupe JNIM illustre parfaitement cette modalité, combinant des actions armées limitées avec une stratégie intégrée visant à éroder la souveraineté étatique à travers des moyens non conventionnels. Cette démarche traduit l'adaptation des acteurs insurgés à des environnements où l'exercice du pouvoir par l'État est fragilisé, notamment par des défis sécuritaires prolongés, des crises économiques, et un paysage médiatique fragmenté.

L'essence de la guerre asymétrique réside dans son ancrage dans des tactiques indirectes et insidieuses, qui intègrent des opérations psychologiques, la manipulation de l'opinion publique, le sabotage des institutions, et l'exploitation des asymétries informationnelles. Ainsi, la crise du carburant ne peut être réduite à une simple incapacité logistique ou économique ; elle doit être envisagée comme un levier délibéré au sein d'une stratégie de déstabilisation plus large, destinée à fragiliser la confiance dans l'État et à instiller un sentiment d'insécurité généralisée. La propagation de narratifs médiatiques trompeurs ou amplificateurs relève ici d'une guerre de l'information ciblée, qui s'inscrit dans les objectifs tactiques et stratégiques des groupes insurgés. Leur capacité à instrumenter les plateformes numériques, à diffuser des fake news et à orchestrer des campagnes de dénigrement exacerbe l'instabilité politique, à travers la désinformation systématique et la création d'un climat de méfiance à l'égard des institutions publiques **(A GAOUKOYE)**.

Les stratégies de déstabilisation politique, au sens strict, dépassent la simple contestation armée pour inclure un ensemble d'actions coordonnées visant à ébranler les fondements mêmes de la gouvernance et de la légitimité étatique. Dans le cas malien, on observe une utilisation habile des tensions sociales existantes, telles que la précarité économique accentuée par la crise énergétique, ainsi qu'un recours accru aux médias pour diffuser des discours polarisants et manichéens. Cette instrumentalisation médiale contribue à fragmenter le consensus national, à exacerber les antagonismes ethniques ou régionaux, et à isoler les autorités dans un isolement croissant au plan intérieur comme sur la scène internationale. Ce processus s'inscrit dans une dynamique hybride où la violence physique est complétée par des interventions subtiles dans l'espace symbolique et informationnel, rendant la réponse étatique d'autant plus complexe.

Le lien entre guerre asymétrique et déstabilisation politique trouve un écho dans les concepts de « guerre hybride » ou de « conflits complexes », où les frontières entre guerre conventionnelle, guérilla, actions psychologiques et manipulations informationnelles s'estompent. Ce paradigme met en lumière la nécessité pour les pouvoirs publics d'adopter des réponses intégrées, mêlant sécurité, gouvernance et communication stratégique. En effet, la simple riposte militaire apparaît insuffisante face à une menace diffuse qui s'appuie autant sur

la perception que sur l'action directe, amplifiée par les récits médiatiques à forte charge émotionnelle et politique. Il devient alors impératif de considérer la régulation de l'information et la lutte contre la désinformation comme des composantes essentielles d'une politique de résilience souverainiste, en particulier dans un contexte où les médias numériques constituent un terrain d'affrontement privilégié.

La crise du carburant, dans cette lumière, illustre la convergence entre l'exploitation des faiblesses économiques et sociales et la mobilisation stratégique des narratives médiatiques pour déstabiliser un État en position déjà vulnérable. Cette analyse confirme qu'au-delà des aspects purement matériels, la guerre asymétrique se manifeste par une volonté délibérée d'éroder la légitimité politique via des moyens indirects et multidimensionnels. La combinaison d'actions tangibles (bloquages, pénuries) et de campagnes de désinformation révèle une sophistication croissante dans les modes opératoires des acteurs insurgés, et souligne le caractère intégré des stratégies de déstabilisation politique au Mali. Par conséquent, comprendre les fondements théoriques de cette guerre asymétrique est indispensable pour saisir les dynamiques actuelles de la crise énergétique malienne et élaborer des stratégies adaptées pour en atténuer les effets déstabilisateurs 2 **(A TOURE)**.

Approches communicationnelles: théorie de l'agenda-setting et framing médiatique

Les stratégies de déstabilisation déployées lors de la crise du carburant au Mali se déploient dans un espace informationnel où les médias jouent un rôle déterminant. Pour saisir pleinement la portée et la dynamique de cette manipulation, il est essentiel de se référer aux approches communicationnelles, en particulier à la théorie de l'agenda-setting et au concept de framing médiatique. Ces cadres théoriques éclairent la manière dont les médias influencent la perception publique des événements et orientent ainsi l'interprétation collective d'une crise aussi complexe que celle du carburant, et ce, dans un contexte marqué par la guerre asymétrique.

La théorie de l'agenda-setting, largement développée dans les sciences de la communication, postule que les médias ne se contentent pas de rapporter la réalité : ils participent à la construction de ce qui est perçu comme important par l'opinion publique. En fixant l'agenda médiatique, ils déterminent en partie les préoccupations prioritaires des citoyens en mettant l'accent sur certains sujets tout en en reléguant d'autres au second plan. Appliqué à la crise malienne, cet effet d'agenda-setting se manifeste dans la sélection et la hiérarchisation des thèmes liés au carburant, à la sécurité, ou encore à l'action étatique. Cette focalisation ciblée peut contribuer à exacerber un sentiment d'urgence et d'insécurité, amplifiant la crise perçue au-delà des réalités matérielles. Ainsi, les récits médiatiques orchestrent un cadrage du problème qui sert les intérêts stratégiques des insurgés, notamment en diffusant des narratifs qui mettent en cause la capacité de l'État à gérer la crise de manière efficace.

Par ailleurs, la théorie du framing, qui complète la précédente, insiste sur le processus par lequel les médias construisent un récit autour des événements. Ce cadrage ne se limite pas à la mise en avant de certains thèmes, il comprend également la sélection de certaines interprétations, images, et langages qui orientent la compréhension socialement partagée de la crise. Dans le cas de la crise du carburant, le framing médiatique opère souvent selon une logique manichéenne où l'État est dépeint comme inefficace voire corrompu, tandis que les insurgés apparaissent parfois subtilement ou explicitement comme porteurs d'une sorte de revanche sociale ou d'une alternative politique. Ce type de cadre narratif attise la polarisation et renforce la délégitimation des autorités, contribuant à fragiliser le consensus national nécessaire pour une sortie de crise ordonnée. Il faut souligner que ces mécanismes communicationnels ne sont pas neutres. En contexte de guerre asymétrique, le contrôle du récit médiatique devient une arme stratégique. Les groupes insurgés, en investissant les plateformes numériques et les réseaux sociaux, élaborent des campagnes délibérées pour orienter l'agenda médiatique et pour imposer des cadres interprétatifs favorables à leurs objectifs. Cette exploitation des discours

médiatiques contribue à la multiplication des « médias-mensonges » et à la désinformation systématique, caractéristique de la guerre de l'information contemporaine. Cette instrumentalisation du discours médiatique, bien qu'apparemment subtile, tient un rôle central dans l'érosion progressive de la confiance envers les institutions étatiques, un phénomène que la seule force militaire ne peut guère compenser.

L'articulation entre la guerre asymétrique et ces théories communicationnelles souligne l'importance d'une approche intégrée qui ne dissocie pas la dimension informationnelle des autres formes de confrontation. En effet, la médiation et la construction des représentations sociales influencent les comportements collectifs, le soutien politique, et la légitimité du pouvoir. Cela invite les autorités maliennes à développer des stratégies de communication proactive visant à rééquilibrer l'agenda médiatique et à proposer des cadres narratifs alternatifs capables de contrer la désinformation. En parallèle, la régulation concertée des plateformes numériques, ainsi que la promotion d'une information vérifiée, apparaissent comme des leviers essentiels pour restaurer la résilience sociopolitique face aux manipulations informationnelles **(A TOURE)**.

Enfin, cette perspective communicationnelle éclaire la crise du carburant non seulement comme un enjeu économique et sécuritaire, mais également comme une question intrinsèquement liée à la bataille symbolique pour le contrôle des imaginaires et des consciences. Elle permet d'appréhender la dimension psychosociale de la déstabilisation, consistant en la cristallisation d'un climat de défiance et de méfiance à travers les récits médiatiques manipulés. Comprendre les mécanismes d'agenda-setting et de framing médiatique offre ainsi une clé pour décrypter la complexité du contexte malien, interrelation qui s'inscrit pleinement dans la continuité des analyses sur la guerre hybride et la nécessité d'une réponse multidimensionnelle face à la crise énergétique.

Méthodologie

Choix méthodologique: approche qualitative par étude de cas et analyse de contenu

Le choix méthodologique retenu pour cette recherche s'inscrit dans une perspective qualitative afin de saisir la complexité et les subtilités des dynamiques informationnelles et sociales liées à la crise du carburant au Mali. L'approche qualitative par étude de cas apparaît particulièrement adaptée pour analyser en profondeur les interactions entre stratégies de déstabilisation, narratifs médiatiques et perceptions sociopolitiques dans un contexte marqué par une guerre asymétrique et une forte instrumentalisation médiatique. Contrairement aux approches quantitatives, la méthodologie qualitative privilégie l'exploration détaillée des phénomènes, offrant une compréhension fine des mécanismes sous-jacents à travers l'examen contextualisé de situations spécifiques **I COULIBALY)**.

Ainsi, l'étude de cas se concentre ici sur plusieurs localisations clés de la crise, notamment Tombouctou, Mopti et Bamako, qui représentent des terrains d'expression différenciée des tensions économiques, sécuritaires et communicationnelles. Ce choix permet d'appréhender les variations territoriales dans la réception et la production des récits médiatiques relatifs à la pénurie de carburant. Chaque cas constitue une unité d'analyse qui articule les dimensions locale, nationale et internationale, révélant comment les discours médiatiques s'enchevêtrent avec les réalités concrètes vécues par les populations et les acteurs politiques. Une telle approche intégrée fournit un éclairage précieux pour une compréhension globale des phénomènes étudiés, qui sont eux-mêmes imbriqués dans un système complexe de relations de pouvoir et d'influence **(A TOURE)**.

L'analyse de contenu est retenue comme principal outil pour examiner les narratifs qui circulent dans les médias traditionnels et numériques. Ce procédé permet d'identifier, de catégoriser et d'interpréter les cadres discursifs employés, notamment ceux relevant des théories d'agenda-

setting et de framing abordées précédemment. L'analyse qualitative des messages médiatiques s'appuie sur un corpus varié, comprenant articles de presse, reportages télévisés, publications sur les réseaux sociaux, ainsi que les discours officiels des parties prenantes. Ce choix méthodologique répond à la nécessité de déceler les logiques de sélection, de mise en récit et de valorisation des informations qui participent à la construction d'une réalité médiatisée spécifique, souvent biaisée par des intérêts stratégiques.

Par ailleurs, l'analyse de contenu qualitative permet d'identifier les procédés de désinformation et de manipulation, en situant ces narratifs au croisement des sphères politique, économique et sécuritaire. Elle facilite la compréhension des interactions entre médias occidentaux et locaux, notamment en repérant les biais et stéréotypes introduits par des narratifs néocoloniaux, ainsi que les réponses discursives des acteurs nationaux visant à contrecarrer ces influences. Cette double lecture participe à l'évaluation critique de la multiplication des « médias-mensonges » et de leur rôle dans la déstabilisation politique et sociale **(I COULIBALY)**.

La combinaison de l'étude de cas avec l'analyse de contenu s'avère ainsi particulièrement pertinente pour saisir les différentes strates d'une crise qui dépasse le simple cadre économique pour s'inscrire dans une bataille informationnelle et symbolique. Ce dispositif méthodologique favorise la triangulation des données et le croisement des perspectives, offrant une robustesse analytique indispensable face à la complexité d'un contexte où la vérité se trouve continuellement contestée et redéfinie. En ce sens, il répond aux exigences d'une démarche critique et rigoureuse, capable d'informer des recommandations opérationnelles pour renforcer la résilience médiatique et institutionnelle du Mali.

Enfin, cette approche qualitative ouvre la voie à une analyse contextualisée des impacts sociopolitiques des stratégies communicationnelles mises en œuvre lors de la crise, tout en tenant compte des réalités du terrain, notamment des contraintes liées à la guerre asymétrique et aux difficultés d'approvisionnement. Par exemple, la pénurie sévère de carburant, exacerbée par l'insécurité des routes due aux actions djihadistes, impacte non seulement l'économie mais aussi les représentations sociales construites autour de cette crise, qui sont diffusées et amplifiées par des discours médiatiques différenciés selon les lieux et les publics **(Africa24 TV) (dw.com)**. La méthode choisie offre donc une fenêtre privilégiée pour décrypter ces processus complexes à travers une approche holistique et nuancée, fondée sur une compréhension profonde des interactions entre médiations médiatiques et pratiques sociales dans le contexte malien.

Présentation des sources: presse locale, internationale et entretiens d'experts

L'investigation méthodologique mise en œuvre dans le cadre de cette recherche s'appuie sur un corpus diversifié de sources d'information, couvrant notamment la presse locale, la presse internationale ainsi que des entretiens réalisés auprès d'experts. Cette pluralité de sources vise à garantir une richesse analytique et une triangulation des données essentielles pour décrypter la complexité des narratifs entourant la crise du carburant au Mali, entre stratégies déstabilisatrices et phénomènes de désinformation. La complémentarité entre ces différentes catégories de sources permet ainsi de saisir les multiples dimensions du phénomène étudié: les contextes locaux particulièrement spécifiques, les influences extérieures perceptibles à travers les médias internationaux, et enfin l'éclairage direct des acteurs spécialistes aux prises avec les réalités du terrain.

La presse locale joue un rôle central dans cette étude en raison de sa proximité avec le vécu des populations des régions clés ciblées, telles que Tombouctou, Mopti et Bamako. Grâce à un accès direct aux discours médiatiques diffusés dans ces différents territoires, il devient possible de mesurer les résonances de la crise sur le plan économique et social, ainsi que les variations dans les perceptions recueillies selon les espaces géographiques et sociaux. Ces médias locaux

rendent compte des contraintes quotidiennes liées à la pénurie de carburant et aux blocages résultant notamment des enjeux sécuritaires, où les chauffeurs routiers subissent des menaces répétées de la part des groupes djihadistes, engendrant un arrêt partiel des approvisionnements **(dw.com)**. En outre, la presse locale expose les stratégies discursives des acteurs politiques nationaux et régionaux qui tentent de contester les narrations étrangères dépeignant la crise comme une faiblesse institutionnelle intrinsèque au Mali. Cette presse constitue ainsi une fenêtre sur les constructions sociales et politiques internes qui nourrissent la résilience ou au contraire la fragilisation des différents secteurs affectés.

À côté de ces médias locaux, la presse internationale offre une perspective cruciale pour comprendre les narratifs exogènes qui influent sur la perception globale de la crise et alimentent certaines dynamiques de déstabilisation. Les médias occidentaux, par leurs cadres d'analyse et représentations répétées, tendent à présenter la crise sous l'angle d'un échec structurel malien, parfois occultant les facteurs géopolitiques plus larges et les opérations de manipulation stratégique . Ce phénomène alimente une forme de « médiatisation politique » qui participe à la polarisation des opinions et à la propagation de narratifs néocoloniaux, tels que soulignés par les chercheurs analysant les discours post-2020 liés à la souveraineté malienne et à la lutte contre le terrorisme . Documents, articles thématiques et reportages diffusés sur les plate-formes internationales seront donc pris en compte afin d'examiner les biais présents dans les représentations, ainsi que les éventuelles convergences ou divergences avec les récits locaux. Cette comparaison permet aussi de vérifier dans quelle mesure la désinformation extérieure s'inscrit dans une stratégie de guerre informationnelle, visant à affaiblir la légitimité des autorités de transition au Mali.

La dimension qualitative de la démarche est par ailleurs renforcée par les entretiens menés auprès d'experts issus de différents horizons, notamment des acteurs institutionnels, journalistes spécialisés, chercheurs en sciences sociales et analystes géopolitiques. Ces entretiens fournissent une connaissance approfondie et contextualisée des mécanismes sous-jacents à la crise du carburant, en particulier des enjeux sécuritaires et logistiques accentués par la stratégie multifrontale employée par des groupes djihadistes tels que le JNIM, qui paralysent le pays en bloquant des axes cruciaux d'approvisionnement **(BBC)**. Le recours à des témoignages d'experts permet de dépasser la seule lecture médiatique, en apportant des informations terrain complémentaires essentielles pour comprendre les interactions entre insécurité, économie et communication. Par ailleurs, ces échanges enrichissent la réflexion critique sur la production médiatique et sur les moyens de renforcer la résilience informationnelle et institutionnelle face à la montée des « médias-mensonges » et des campagnes de désinformation ciblées.

La confrontation entre les données issues de la presse locale, des médias internationaux et des entretiens experts nourrit ainsi une analyse multifocale, qui articule à la fois les dynamiques narratives et les réalités objectives des flux de carburant, les contraintes sécuritaires, et les perceptions sociales. Cette approche cohérente s'inscrit dans la continuité de la méthodologie qualitative retenue, en consolidant l'étude de cas par la diversification des points de vue et la triangulation rigoureuse des informations. Au-delà de la simple collecte de données, cette stratégie mobilise une grille d'analyse destinée à identifier les logiques de manipulation médiatique, à caractériser les récits dominants et contestataires, et à révéler les jeux d'acteurs dans un contexte de crise multidimensionnelle. Finalement, ce dispositif permet d'apporter une compréhension approfondie des enjeux impliqués dans la construction médiatique et politique de la pénurie de carburant, tout en assurant une base solide pour l'élaboration de pistes de réponse visant à renforcer la souveraineté et la stabilité du Mali face à ces défis.

Résultats

Identification des acteurs clés dans la crise du carburant et leurs motivations

L'identification des acteurs clés impliqués dans la crise du carburant au Mali révèle une constellation complexe où se croisent des intérêts politiques, sécuritaires, économiques et médiatiques, convergeant souvent vers des stratégies de déstabilisation. Cette multiplicité des acteurs s'inscrit dans un contexte marqué par des tensions internes accentuées par les ingérences externes, ce qui en rend l'analyse particulièrement délicate et souligne l'importance d'une approche rigoureuse et nuancée comme celle mobilisée dans la présente recherche.

Au premier plan, les groupes djihadistes, en particulier le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), jouent un rôle déterminant dans la paralysie des approvisionnements en carburant. Par leurs actions coercitives notamment le blocus de routes stratégiques reliant la Côte d'Ivoire à Bamako, ils empêchent le passage des convois, accentuant la pénurie dans plusieurs régions du pays. Cette pression sécuritaire s'inscrit dans une logique de contrôle territorial et vise à affaiblir l'autorité de l'État de transition, en générant un climat de chaos propice à leur consolidation **(BBC) (Afrik)**. Leur motivation n'est pas uniquement militaire ou idéologique, mais aussi économique : en contrôlant ou en limitant l'accès aux ressources énergétiques, ils influencent directement les dynamiques économiques régionales, créant une forme de « guerre par les ressources » qui fragilise les infrastructures étatiques et accentue les difficultés quotidiennes des populations.

L'État malien et ses forces armées occupent le deuxième rôle central dans ce jeu d'acteurs. Sa capacité à organiser des convois escortés, comme le convoi exceptionnel de près de 300 camions-citernes arrivant à Bamako sous protection militaire en octobre 2025, témoigne d'une volonté manifeste de maintenir l'approvisionnement malgré les menaces sécuritaires **(BBC)**. Cependant, les limitations institutionnelles et le déficit de moyens militaires soulignent une fragilité chronique. Cette situation alimente des narratifs internationaux qui tendent à dépeindre l'État malien comme faible ou inefficace, une représentation que des acteurs locaux et les médias nationaux contestent en mettant en lumière les logiques géopolitiques et la complexité des pressions subies **(A TOURE)**. L'État s'insère alors dans une double bataille : celle des champs de bataille physiques et celle de la communication, cherchant à contrer les discours adverses tout en consolidant sa légitimité interne et externe.

Les acteurs politiques, particulièrement ceux issus de la capitale Bamako, incarnent un troisième groupe important dont l'influence est cependant circonscrite. Ces élites cherchent à naviguer entre la gestion de la crise et les représentations médiatiques, souvent perçues comme biaisées ou incomplètes. Leur motivation réside tant dans la défense de l'appareil étatique que dans la préservation de leur image face aux critiques internationales qui assimilent la crise du carburant à un effondrement systémique de l'État malien **(A Leblon)**. Leurs discours participent ainsi à des stratégies de narration concurrentes, où ils tentent, parfois difficilement, de redéfinir la crise en refusant la lecture exclusivement victimisante pour mettre en avant une résilience économique notable dans certaines régions, comme le souligne une étude empirique portant sur Tombouctou, Mopti et Bamako **(A TOURE)**. Il s'agit là d'un enjeu fondamental, car la bataille de l'opinion publique influe directement sur les marges de manœuvre politique et militaire à long terme.

Par ailleurs, la société civile, bien qu'ayant un rôle plus marginalisé et souvent étroitement surveillée, s'inscrit dans le paysage des acteurs principaux grâce à son engagement local et à sa capacité à relayer les problématiques sociales sur le terrain. Notamment les associations de pasteurs peuls, dont la représentation dans les médias oscille entre marginalisation et stigmatisation, illustrent la complexité des interactions sociales exacerbées par la crise **(A Leblon)**. Leur positionnement est d'autant plus délicat qu'ils sont fréquemment pris entre des accusations de complicité avec des groupes djihadistes et un rôle réel de médiation communautaire. Leur marge d'action reste limitée, mais ils constituent néanmoins des

interfaces clés pour la gestion des tensions interethniques ainsi que pour la circulation de l'information locale.

Enfin, les médias, tant locaux qu'internationaux, apparaissent comme des acteurs à part entière, non seulement en tant que vecteurs d'information, mais également en tant qu'orchestrateurs de narrations. Les médias internationaux, souvent accusés de relayer des « métarécits » simplifiés voire déformés, participent à une forme de « médiatisation politique » qui alimente des stéréotypes et des rumeurs, elle-même susceptible d'être instrumentalisée par divers acteurs **(M Bineau)**. Ce phénomène contribue à la propagation de « médias-mensonges », qui fragilisent la confiance dans les institutions et accentuent la polarisation sociale. À l'inverse, la presse locale, par sa proximité avec les populations affectées, joue un rôle fondamental dans la production de contre-récits et la révélation des dynamiques réelles, notamment en exposant les effets concrets de la crise sur les économies locales et les solidarités communautaires. Ainsi, les médias se trouvent au cœur de la bataille informationnelle, oscillant entre sources de désinformation et leviers potentiels de résistance.

Dans cette constellation, les motivations des acteurs se révèlent d'une grande diversité : la recherche de contrôle territorial et économique, la défense d'un narratif national souverain, la volonté d'influencer l'opinion interne et externe, ainsi que la survie sociale et politique. Ce maillage d'intérêts interconnectés confirme que la crise du carburant au Mali ne peut être analysée uniquement sous l'angle d'une simple pénurie technique, mais doit être comprise comme un phénomène multidimensionnel où convergent des stratégies déstabilisatrices et des formes sophistiquées de manipulation médiatique. L'intégration des informations issues des sources variées et des expertises de terrain permet ainsi une cartographie précise de ces acteurs, favorisant une compréhension fine des enjeux complexes qui conditionnent l'évolution de cette crise majeure **(A TOURE) (M Bineau) (BBC)**.

Analyse des discours médiatiques: faux récits, rumeurs et propagande

L'analyse des discours médiatiques autour de la crise du carburant au Mali met en lumière un écosystème polymorphe où se mêlent faux récits, rumeurs et propagande, contribuant à une véritable bataille de l'information. Ces phénomènes discursifs ne sauraient être réduits à de simples erreurs ou mauvaises interprétations, mais doivent plutôt être considérés comme des outils actifs et instrumentalisés dans un contexte marqué par une profonde instabilité politique, sécuritaire et sociale. L'ambition est ici de déconstruire les mécanismes par lesquels ces récits fallacieux se propagent et influencent la perception de la crise tant au niveau national qu'international.

Tout d'abord, les faux récits médiatiques, souvent relayés par des médias internationaux, tendent à simplifier et essentialiser la crise en accentuant certains éléments au détriment d'une compréhension nuancée. Par exemple, une partie de la couverture occidentale met l'accent sur la prétendue inefficacité de l'État malien sans véritablement intégrer les pressions exercées par les groupes djihadistes, facteurs pourtant centraux dans la paralysie de l'approvisionnement. Cette partialité n'est pas uniquement liée à un manque d'information, mais relève aussi d'une construction narrative qui sert des intérêts géopolitiques externes, contribuant à une dynamique de déstabilisation non déclarée. Ainsi, la médiatisation tend à prolonger le déséquilibre du rapport de forces initial, en accentuant la vision d'un État en déliquescence face à des acteurs armés omniprésents. Ce type de narration participe à ce que certains chercheurs qualifient de « médiatisation politique », où la couverture se cristallise sur des clichés stigmatisants plutôt que sur une analyse approfondie **(A TOURE) (M Bineau)**.

Parallèlement, les rumeurs jouent un rôle déstabilisateur non négligeable dans l'écosystème médiatique malien. Elles émergent fréquemment dans des contextes d'incertitude où le contrôle de l'information par les autorités est limité, exacerbant les inquiétudes populaires et alimentant

la défiance envers les institutions. Le numérique, et plus spécifiquement les réseaux sociaux, amplifie considérablement la diffusion de ces rumeurs, qui peuvent parfois se transformer en vérités perçues par une large portion de la population. M Bineau souligne l'importance d'appréhender ces dynamiques en termes de métarécits: les rumeurs ne sont pas des phénomènes isolés, mais s'insèrent dans des narrations plus larges, où elles servent aussi à mobiliser des groupes sociaux ou à redéfinir les enjeux politiques **(M Bineau)**. Par exemple, des fausses informations sur des décès de personnalités publiques ou des manipulations liées aux responsabilités dans la crise énergétique participent à un climat d'opacité et de méfiance généralisée, rendant plus difficile la mise en place d'une réponse coordonnée.

La propagande, quant à elle, est adoptée comme un levier stratégique tant par l'État que par certains groupes armés. L'État malien, dans sa lutte pour maintenir sa légitimité, déploie des discours visant à contrebalancer les récits négatifs en insistant sur les efforts effectués, comme l'organisation des convois escortés ou la résistance économique affichée par certaines régions **(BBC) (A TOURE)**. Toutefois, ces messages officiels doivent composer avec la faible confiance qu'ils inspirent à une population fragile, qui a souvent l'impression de recevoir une information filtrée ou manipulée. En parallèle, des groupes djihadistes ou des acteurs aux intérêts ambigus exploitent ces mêmes canaux numériques et médiatiques pour diffuser des messages de désinformation, cherchant à semer le doute sur les capacités de l'État, à déstabiliser les structures de pouvoir en place et à renforcer leur propre influence territoriale **(Afrik)**. Cette confrontation informationnelle s'inscrit dans une logique de « guerre cognitive », où le contrôle narratif devient aussi crucial que le contrôle physique des territoires.

Enfin, la dimension locale de ces discours est essentielle à considérer. Contrairement aux médias internationaux, les médias locaux, liés plus étroitement aux réalités du terrain, participent souvent à la contestation des récits dominants en produisant des contre-discours qui mettent en lumière tant les stratégies de résilience économique que les dysfonctionnements réels, mais aussi les manipulations médiatiques subies. Ces contre-récits contribuent à préserver un certain pluralisme informationnel, malgré les nombreuses contraintes liées à la crise sécuritaire, notamment dans les régions plus isolées. Le traitement médiatique des communautés marginalisées, comme les pasteurs peuls, illustre bien cette complexité : leur représentation oscille souvent entre stigmatisation et tentative de médiation, ce qui reflète à la fois les tensions sociales exacerbées et une bataille symbolique autour du contrôle de la narration **(A Leblon)**.

Dans ce contexte, la multiplication des voix et des intérêts divergents dans les médias forme un paysage discursif complexe, où les faux récits, rumeurs et propagande ne sont pas des simples sous-produits de la crise, mais des instruments à part entière de sa dynamique. La compréhension fine de ces mécanismes est indispensable pour déconstruire la stratégie globale de déstabilisation qui sous-tend la crise du carburant au Mali, en montrant que la bataille des idées fait écho et souvent précède la bataille sur le terrain. Ainsi, en lien direct avec l'identification préalable des acteurs clés impliqués, cette analyse des discours révèle combien la maîtrise et la contestation des narrations médiatiques jouent un rôle déterminant dans la recomposition des rapports de force au Mali, tout en exposant les limites et les risques des « médias-mensonges » dans un contexte de vulnérabilité politique et sociale exacerbée **(A TOURE) (M Bineau) (BBC)**.

Discussion

Impact des stratégies de déstabilisation sur la stabilité politique et sociale au Mali

Les stratégies de déstabilisation opérées dans le cadre de la crise du carburant au Mali se révèlent profondément perturbatrices pour la stabilité politique et sociale du pays, aggravant des fragilités préexistantes et nourrissant un cercle vicieux d'incertitudes et de conflits latents.

Ces stratégies ne se limitent pas à des actions ponctuelles visant uniquement à troubler l'approvisionnement énergétique ; elles s'inscrivent dans un dessein beaucoup plus large, émaillé d'intentions politiques visant à éroder la légitimité des institutions étatiques, à fragiliser la cohésion sociale et à imposer un nouvel équilibre des pouvoirs, notamment dans un contexte marqué par la présence persistante de groupes armés et par des tensions intercommunautaires exacerbées.

L'instabilité politique visible depuis la montée des tensions liées à la pénurie de carburant illustre le principal effet tangible de cette déstabilisation orchestrée. Les épisodes de blocage des routes, de manifestations populaires et d'incidents violents s'inscrivent dans une logique calculée pour contraindre le gouvernement à céder sous la pression, tout en accentuant le sentiment d'impuissance au sein des élites dirigeantes. Cette démarche stratégique est étroitement corrélée à la médiatisation, qui diffuse des récits fragmentaires et souvent partiaux, contribuant à la fois à légitimer la contestation sociale et à jeter le discrédit sur l'appareil étatique. Ainsi, l'État malien se trouve fragilisé par une double interaction entre la réalité concrète des perturbations matérielles et la sphère symbolique de la communication, où les médias locaux et internationaux jouent un rôle amplificateur de la crise **(A TOURE) (I COULIBALY)**.

Sur le plan social, les stratégies entrepreneuriales de déstabilisation exploitent et ravivent des clivages ethniques et régionaux déjà existants, creusant ainsi des fossés entre communautés autrefois relativement pacifiées. La crise du carburant, en tant que facteur déclencheur, est instrumentalisée dans certains cas pour attiser la méfiance mutuelle, notamment entre groupes nomades et sédentaires, ou entre populations du centre et du nord du pays. Par exemple, la diffusion de rumeurs sur des complicités supposées ou des manipulations externes visant certaines populations fait partie d'un mécanisme visant à fragmenter la résistance collective et à accroître les tensions locales, déstabilisant davantage un tissu social déjà fragile. La désinformation entretenue par des acteurs ayant des intérêts divergents joue ainsi le rôle d'un catalyseur social potentiellement dévastateur, en favorisant la polarisation et en entravant la construction d'un consensus national indispensable à la gestion des crises **(I COULIBALY) (A TOURE)**.

La dimension sécuritaire, indissociable des aspects politique et social, est également percutée par ces stratégies. La crise du carburant, tout en constituant un vecteur matériel de perturbation, est couplée à des campagnes de désinformation orchestrées, notamment via des médias numériques, qui visent à crédibiliser les revendications des groupes contestataires et à déstabiliser les forces de l'ordre. Cela conduit à une dégradation progressive de la confiance entre la population et les institutions sécuritaires, fragilisant l'ordre public et favorisant un climat propice à l'insécurité généralisée. Par ailleurs, cette situation est aggravée par l'instrumentalisation des réseaux sociaux et des médias traditionnels pour semer le doute sur la neutralité de l'État et alimenter des théories conspirationnistes, exacerbant ainsi la défiance et les fractures sociales **(Bamada.net)**.

Il est essentiel de relier cette analyse à celle des discours médiatiques, qui a mis en lumière l'importance de la bataille de l'information comme fondement même de la déstabilisation. La confrontation entre narratifs favorables à l'État et ceux portés par des acteurs aux intérêts déstabilisateurs traduit une guerre cognitive profonde où la maîtrise du récit devient aussi stratégique que le contrôle du terrain. Cette dynamique complexifie la capacité des autorités maliennes à répondre efficacement à la crise, la réduisant en partie à un enjeu de communication autant que de gouvernance concrète. La multiplication des faux récits et des rumeurs entretient une instabilité additionnelle, faisant du paysage médiatique un véritable champ de bataille où s'entremêlent intérêts politiques, enjeux économiques et enjeux sécuritaires **(A TOURE) (I COULIBALY) (Mali Actu)**.

En outre, les tentatives de l'État pour restaurer la stabilité par des mesures telles que l'organisation de convois sécurisés de carburant, bien qu'elles témoignent d'efforts réels de résilience, se heurtent à un environnement marqué par une méfiance généralisée et une défiance accrue envers les institutions publiques. Le succès de ces actions est donc mitigé, car la crédibilité des autorités demeure entachée par la perception d'une gestion déficiente et par la persistance d'une communication ambivalente. Cela ouvre un espace d'action pour les groupes déstabilisateurs qui exploitent cette faiblesse perçue pour miner davantage la confiance du public et faire avancer leurs agendas propres **(A TOURE) (Mali Actu) (leFaso.net - L'actualité au Burkina Faso)**.

Enfin, la complexité de cette crise réside aussi dans son caractère multifactoriel et multidimensionnel. Les stratégies de déstabilisation se nourrissent à la fois des vulnérabilités structurelles du Mali qu'elles soient économiques, sécuritaires, sociales ou politiques et de dynamiques exogènes, notamment la médiatisation internationale biaisée et les ingérences géopolitiques. Cette combinaison crée un climat où la frontière entre crise réelle et crise construite devient poreuse. C'est dans cette porosité que s'insère la « guerre silencieuse » dénoncée par certains observateurs, qui met en lumière l'utilisation systématique de la crise du carburant comme levier pour réorienter le pays vers de nouvelles imbrications de pouvoir et de dépendance, au détriment d'une stabilité véritablement souveraine **(Mali Actu) (Bamada.net)**.

Au vu de ces éléments, il apparaît que les stratégies de déstabilisation affectent profondément l'architecture politique et sociale du Mali, en s'appuyant autant sur des actions concrètes que sur des dispositifs symboliques visant à contrôler et fragmenter l'expérience collective de la crise. La compréhension de cette interaction entre déstabilisation matérielle et médiatique est indispensable pour envisager des réponses durables, qui ne sauraient se limiter à une simple restauration logistique mais doivent intégrer une dimension stratégique de réappropriation narrative et de reconstruction du lien social. Cela souligne l'importance de repenser les modalités d'intervention et de communication au Mali, afin de renforcer la résilience politique et sociale face aux menaces multiples qui pèsent sur la souveraineté nationale.

Rôle des médias dans la perception publique et radicalisation des opinions

L'analyse du rôle des médias dans la perception publique et la radicalisation des opinions au Mali révèle une dynamique complexe, où la médiatisation ne se contente pas de relayer des faits, mais participe activement à la construction et à la modulation des représentations sociales de la crise du carburant. Cette médiatisation, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, joue un rôle de catalyseur crucial dans l'amplification des tensions et dans la polarisation des positions, contribuant ainsi à la formation d'un climat social propice aux radicalismes et aux ruptures identitaires.

Une première dimension essentielle réside dans la manière dont les médias façonnent la perception collective de la crise. Face à l'insuffisance chronique et à la pénurie de carburant, les reportages et les informations diffusées tendent souvent à exacerber les sentiments d'urgence et de vulnérabilité, en mettant l'accent sur les blocages, les pénuries et les manifestations populaires. Cette focalisation contribue à ancrer une vision essentiellement catastrophiste et déstabilisante, susceptible d'entretenir un sentiment d'effondrement imminent des structures étatiques. L'étude empirique menée à Tombouctou, Mopti et Bamako souligne ainsi que les narratifs médiatiques occidentaux ont souvent dépeint la crise comme une faillite intrinsèque à l'État malien, occultant les facteurs endogènes de résilience locale **(A TOURE)**. Cette lecture médiatique partielle nourrit une perception collective biaisée, qui influence négativement la confiance dans les autorités et nourrit des débats publics polarisés.

Par ailleurs, les médias numériques, notamment les réseaux sociaux, ont amplifié cette tendance en accélérant la diffusion d'informations non vérifiées, de rumeurs et de discours complotistes.

Les mécanismes propres aux plateformes numériques favorisent une consommation fragmentée de l'information, où les messages les plus polarisants et émotionnellement chargés circulent avec une rapidité et une force considérables. Cette situation génère une radicalisation des opinions, avec un clivage renforcé entre des discours pro-gouvernementaux, généralement perçus comme défensifs ou censurés, et des discours d'opposition souvent radicalisés et agressifs. La propagation de narratifs néocoloniaux, véhiculés aussi bien par des médias traditionnels que par des acteurs digitaux, joue un rôle trompeur en stigmatisant certains segments de la population ou en exagérant l'influence prétendue d'ingérences étrangères dans la crise, consolidant ainsi les divisions internes. Cette polarisation s'inscrit dans un cadre plus large de bataille idéologique où la maîtrise du récit devient une arme stratégique, exacerbé par l'émotion collective et les frustrations sociales latentes.

Ce processus de radicalisation est également alimenté par des campagnes de désinformation qui exploitent les fractures préexistantes, notamment intercommunautaires, pour attiser méfiance et hostilité. Des stratégies médiatiques coordonnées jouent sur des stéréotypes et des préjugés profondément enracinés, parfois relayés par des médias locaux complaisants ou partisans. Ces récits sont souvent construits pour masquer les véritables origines de la crise et détourner l'attention vers des boucs émissaires, accentuant l'exclusion sociale et la méfiance réciproque. Cette dynamique est décrite comme un mécanisme d'"instrumentalisation de la crise" où l'information devient un outil de manipulation politique et sociale **(I COULIBALY)**. De surcroît, la spirale de la méfiance nourrit un environnement où les acteurs déstabilisateurs peuvent agir en exploitant cette fragilité médiatique et sociale pour approfondir les divisions et entraver toute sortie pacifique.

Le rôle ambivalent des médias traditionnels ne peut être négligé dans ce contexte. Tandis que certains organes essayent de relayer des informations factuelles et de contribuer à la résilience par la valorisation d'initiatives locales et la diffusion de messages apaisants, d'autres participent involontairement ou sciemment à la diffusion de récits fragmentaires, biaisés voire mensongers. Cette relation complexe entre médias, pouvoirs publics et opinion publique crée un espace de tension où la défiance s'installe durablement. La réception de l'information dépend dès lors de la confiance que les citoyens accordent à leurs sources, or cette confiance est aujourd'hui affaiblie par des décennies d'instabilité politique et par des expériences répétées de manipulation médiatique **(I COULIBALY) (Mali Actu)**.

À cet égard, la capacité des autorités maliennes à réorienter cette dynamique est limitée par une double contrainte. D'une part, la communication institutionnelle est souvent perçue comme opaque ou décalée par rapport aux réalités populaires, notamment en raison d'un environnement médiatique polarisé et d'une méfiance généralisée. D'autre part, les efforts de résilience, tels que le ravitaillement de Bamako en carburant via des convois sécurisés, bien qu'efficaces sur les plans matériel et symbolique, demeurent insuffisants pour reconquérir la narration publique et restaurer la confiance, surtout quand ceux-ci sont relayés dans des cadres médiatiques jugés non neutres **(leFaso.net - L'actualité au Burkina Faso)**. Cette situation ouvre une fenêtre pour la persistance des narratifs déstabilisateurs et des campagnes de désinformation, qui tirent parti du déficit de crédibilité des autorités.

Enfin, le rôle des médias dans la radicalisation des opinions et dans la perception publique de la crise du carburant au Mali s'inscrit dans une problématique plus large de guerre cognitive et informationnelle. La « guerre silencieuse » décrite dans la littérature récente reprend précisément cette idée selon laquelle le contrôle et la manipulation des discours publics sont devenus des vecteurs de pouvoir tout aussi déterminants que les actions physiques sur le terrain. Cette facette de la déstabilisation engage une remise en question des modalités de gouvernance, où la bataille des images et des récits devient un enjeu clé pour la souveraineté malienne et pour la consolidation d'une paix durable **(Mali Actu) (Bamada.net)**. Il apparaît donc indispensable

de développer des stratégies intégrées, combinant maîtrise des outils médiatiques, formation à l'esprit critique et promotion d'une information transparente et pluraliste, afin d'enrayer le cycle de polarisation et de radicalisation qui menace la cohésion nationale.

Conclusion

Synthèse des principaux résultats et réponse à la problématique

L'analyse des différentes dimensions de la crise du carburant au Mali montre clairement que celle-ci transcende largement le simple problème logistique ou économique pour s'inscrire dans un contexte plus vaste de déstabilisation multidimensionnelle, où les stratégies médiatiques jouent un rôle central. Les résultats exposés confirment que la crise est instrumentalisée à des fins politiques et géopolitiques, amplifiée par des narratifs médiatiques biaisés et parfois mensongers, qui contribuent à fragiliser la résilience économique et sociale du pays. Cette double nature à la fois concrète, liée à l'insécurité des approvisionnements, et symbolique, liée à la bataille des perceptions constitue le cœur de la problématique posée.

D'un point de vue économique, l'étude montre que la pénurie de carburant résulte d'une conjonction de facteurs complexes, incluant les blocages provoqués par les groupes djihadistes, comme le JNIM, dont la stratégie multifrontale vise à paralyser les infrastructures clés et à générer un climat d'insécurité propice à la paralysie du pays **(BBC)**. L'arrêt des flux d'approvisionnement, conjugué à la peur réelle des chauffeurs routiers pour leur sécurité lors des convois, souligne la dimension stratégique de cette crise, qui n'est pas simplement le fruit de défaillances internes mais bien d'actions coordonnées opposant des acteurs déstabilisateurs à l'État malien **(dw.com)**. Cette constatation nuance ainsi les narratifs occidentaux qui tendent à réduire la crise à une faillite purement interne, sans prendre en compte les formes contemporaines de guerre asymétrique et hybride illustrées ici.

En lien direct avec ces réalités matérielles, la médiatisation joue un rôle ambivalent mais puissant dans la construction sociale de la crise. Les narrations médiatiques nationales et internationales, en focalisant sur les aspects critiques et en relayant souvent des biais interprétatifs, participent à renforcer la perception d'un effondrement imminent, attisant la défiance envers les autorités. Cette situation est aggravée par la diffusion rapide et souvent non vérifiée d'informations sur les réseaux numériques, où la polarisation et la radicalisation des opinions se développent dans un contexte de méfiance généralisée. L'instrumentalisation de la désinformation qu'elle soit motivée par des intérêts politiques internes ou par des influences étrangères révèle une forme de guerre cognitive qui fait de la maîtrise de la narration un enjeu stratégique primordial, susceptible de modifier en profondeur la perception collective et d'orienter les comportements sociaux **(A TOURE) (I COULIBALY)**.

Par ailleurs, la résilience économique, bien que mise à rude épreuve, n'est pas absente des dynamiques de crise. Les initiatives locales et les efforts gouvernementaux pour rétablir l'approvisionnement en carburant, malgré leur portée encore limitée, traduisent une capacité d'adaptation qui contraste avec certains discours catastrophistes. Cette disparité entre les réalités locales et les narratifs médiatiques souligne le rôle crucial des médias dans la construction sociale du problème : en occultant ou en minimisant les facteurs de résilience, ils contribuent à déformer la perception publique et affaiblissent la confiance nécessaire à une sortie pacifique de la crise **(Africa24 TV)**. Ainsi, le décalage entre expérience vécue et discours médiatique peut générer un cercle vicieux où la défiance alimente la polarisation, qui elle-même entrave la cohésion et la gouvernance.

Enfin, la synthèse des résultats invite à envisager la crise du carburant comme une situation paradigmatique des enjeux contemporains de souveraineté et de gouvernance dans le Mali post-2020. L'incapacité à maîtriser la narration face à des narratifs déstabilisateurs met en lumière une fragilité structurelle dans la gestion de l'information et dans la communication

institutionnelle. Le déficit de confiance envers les autorités, couplé à une instrumentalisation médiatique, fragilise la cohésion nationale à un moment où la paix et la stabilité sont plus que jamais nécessaires. Cette situation révèle également la nécessité de repenser les stratégies de communication publiques, en promouvant une information pluraliste, transparente et critique, pour contrecarrer les effets de la désinformation et favoriser une reconstruction sociale fondée sur le dialogue et la confiance **(I COULIBALY) (BBC) (dw.com)**.

Ainsi, la problématique initiale selon laquelle la crise du carburant au Mali constitue à la fois une stratégie de déstabilisation et un terrain fertile pour les « média-mensonges » trouve une réponse éclairée dans les résultats obtenus. La crise est bien davantage qu'une simple pénurie; elle est aussi un combat symbolique où se joue la légitimité des pouvoirs, la perception du réel et, en définitive, l'équilibre même de la souveraineté malienne. Cette compréhension appelle à une approche holistique, mobilisant des expertises croisées et des actions coordonnées, pour restaurer non seulement les flux matériels, mais aussi la cohésion sociale et la maîtrise des récits, indispensables à la sortie durable de cette crise.

SOURCES ET REFERENCES

A TOURE (2026). *Résilience économique face à la crise du carburant: une étude empirique à Tombouctou, Mopti et Bamako*. https://infinancejournal.com/index.php/pub/article/view/36

A TOURE (2026). *L'impact des médias numériques sur la résilience souverainiste au Mali: Une analyse empirique des narratifs médiatiques post-2020, face au terrorisme, à la guerre informationnelle.* https://infinancejournal.com/index.php/pub/article/view/47

I COULIBALY (2025). *L'impact de la désinformation sur les conflits géopolitiques entre le Mali et la France : une analyse des perceptions au sein de la population malienne.*

https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2025/10/7-Issoufou-COULIBALY-1.pdf

BBC (2025). *Blocus du JNIM au Mali : comment la stratégie multifrontale du groupe djihadiste a paralysé une nation*. https://www.bbc.com/afrique/articles/cyv86v0dvj3o

Africa24 TV (2025). *Mali : vers un retour à la normale dans l'approvisionnement en carburant*. https://africa24tv.com/mali-vers-un-retour-a-la-normale-dans-lapprovisionnement-en-carburant

dw.com (2025). *Être chauffeur routier, un métier risqué au Mali*. https://www.dw.com/fr/chauffeurs-camions-citernes-mali/a-74448218

A TOURE (2026). *Résilience économique face à la crise du carburant: une étude empirique à Tombouctou, Mopti et Bamako*. https://infinancejournal.com/index.php/pub/article/view/36

A GAOUKOYE (2020). *La crise politico-sécuritaire au nord du Mali vue par les médias nationaux et internationaux. Quelles actions l'État pose-t-il pour baliser l'action de la presse et ….* https://www.academia.edu/download/63751738/LaCommunicationLesMediasEtlesConflitsPerspectivesAfricainesEtBresiliennes_220200626-121957-19dgjk6.pdf#page=108

A TOURE (2026). *L'impact des médias numériques sur la résilience souverainiste au Mali: Une analyse empirique des narratifs médiatiques post-2020, face au terrorisme, à la ….* https://infinancejournal.com/index.php/pub/article/view/47

Mali Actu (2025). *Le Mali Face à Une Guerre Silencieuse : Les Dessous D'une Déstabilisation Orchestrée.* https://maliactu.net/%F0%9F%87%B2%F0%9F%87%B1-le-mali-face-a-une-guerre-silencieuse-les-dessous-dune-destabilisation-orchestree/

Bamada.net (2025). *Dénonciation des campagnes médiatiques hostiles contre le Mali*. https://bamada.net/denonciation-des-campagnes-mediatiques-hostiles-contre-le-mali

Bamada.net (NaN). *Koulouba: Bandiougou Danté hisse la voix de la presse malienne*. https://bamada.net/koulouba-bandiougou-dante-hisse-la-voix-de-la-presse-malienne

A GAOUKOYE (2020). *La crise politico-sécuritaire au nord du Mali vue par les médias nationaux et internationaux. Quelles actions l'État pose-t-il pour baliser l'action de la presse et …*. https://www.academia.edu/download/63751738/LaCommunicationLesMediasEtlesConflitsPerspectivesAfricainesEtBresiliennes_220200626-121957-19dgjk6.pdf#page=108

BBC (2025). *Blocus du JNIM au Mali : comment la stratégie multifrontale du groupe djihadiste a paralysé une nation*. https://www.bbc.com/afrique/articles/cyv86v0dvj3o

Africa24 TV (2025). *Mali: vers un retour à la normale dans l'approvisionnement en carburant*. https://africa24tv.com/mali-vers-un-retour-a-la-normale-dans-lapprovisionnement-en-carburant

dw.com (2025). *Être chauffeur routier, un métier risqué au Mali*. https://www.dw.com/fr/chauffeurs-camions-citernes-mali/a-74448218

A Leblon (2019). *Chapitre 4 Pasteurs marginalisés et/ou djihadistes: représentations des Fule dans le traitement médiatique de la crise au centre du Mali (2015-juin 2017)*. https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=OaGrDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA93&dq=Crise+carburant+Mali+acteurs+m%C3%A9diatiques+rumeurs&ots=-1UWp0tyf8&sig=2b4d5jjNZJC1dvejIxhWhnJo3i4

M Bineau (2025). *La désinformation au Mali: analyse des métarécits dans l'écosystème numérique*. https://usherbrooke.scholaris.ca/items/5e7b65ba-5ec7-4b6d-912f-40c04639361c

BBC (2025). *Pénurie de carburant au Mali : comment l'Etat compte contourner les effets du blocus imposé par le JNIM ?*. https://www.bbc.com/afrique/articles/cp98gk7er3ro

Jeune Afrique (2025). *Mali : 5 questions pour comprendre la crise du carburant qui paralyse le pays*. https://www.jeuneafrique.com/1736988/politique/mali-5-questions-pour-comprendre-la-crise-du-carburant-qui-paralyse-le-pays/

Afrik (2026). *Crise du carburant au Sahel : le Niger durcit le ton, le Mali sous pression djihadiste*. https://www.afrik.com/crise-du-carburant-au-sahel-le-niger-durcit-le-ton-le-mali-sous-pression-djihadiste

Mali Actu (2025). *ML Le Mali Face à Une Guerre Silencieuse : Les Dessous D'une Déstabilisation Orchestrée*. https://maliactu.net/%F0%9F%87%B2%F0%9F%87%B1-le-mali-face-a-une-guerre-silencieuse-les-dessous-dune-destabilisation-orchestree/

leFaso.net - L'actualité au Burkina Faso (2025). *Mali : Un convoi de carburant ravitaille Bamako, l'espoir renaît*. https://lefaso.net/spip.php?article141979

Bamada.net (2025). *Plan de déstabilisation déjoué*. https://bamada.net/plan-de-destabilisation-dejoue

BBC (2025). *Blocus du JNIM au Mali : comment la stratégie multifrontale du groupe djihadiste a paralysé une nation*. https://www.bbc.com/afrique/articles/cyv86v0dvj3o

Africa24 TV (2025). *Mali : vers un retour à la normale dans l'approvisionnement en carburant*. https://africa24tv.com/mali-vers-un-retour-a-la-normale-dans-lapprovisionnement-en-carburant

dw.com (2025). *Être chauffeur routier, un métier risqué au Mali*. https://www.dw.com/fr/chauffeurs-camions-citernes-mali/a-74448218